

# SIMPLIFICATION DU DROIT DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Sous la direction de :  
F. Lichère, F. Melleray et E. Muller

## SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS

### *Recommandations principales*

#### **Recommandation n° 1**

Mettre en place un groupe de travail pour identifier les normes du droit de la commande publique à supprimer dans un objectif de simplification.

#### **Recommandation n° 2**

Reformuler les articles R. 2122-8, R. 2122-9 et R. 2122-9-1 du Code de la commande publique pour clarifier les exigences applicables aux dispenses de publicité et de mise en concurrence liées aux seuils.

#### **Recommandation n° 3**

Imposer la publication de l'avis de marché sur un site unique national pour l'ensemble des marchés publics entre les seuils de procédure adaptée et les seuils européens (c'est-à-dire abaisser le seuil actuel de 90 000 € de publicité formalisée).

#### **Recommandation n° 4**

Reformuler les articles R. 2144-1, R. 2144-3, R. 2144-5 et R. 2144-6 du Code de la commande publique pour limiter l'obligation de produire certaines pièces du dossier de candidature à l'attributaire (procédure fermée) ou aux candidats sélectionnés (procédure ouverte).

### *Recommandations déjà formulée ou adoptées*

#### **Recommandation n° 5**

Instaurer un dispositif analogue au marché public simplifié.  
[Recommandation adoptée par voie réglementaire]

#### **Recommandation n° 6**

Centraliser les données relatives aux condamnations pénales et à l'auto-apurement des opérateurs économiques.  
[Recommandation formulée par d'autres rapports de la Chaire]

#### **Recommandation n° 7**

Supprimer les conditions de recours à la procédure avec négociation pour les pouvoirs adjudicateurs.  
[Recommandation formulée par d'autres rapports de la Chaire]

#### **Recommandation n° 8**

Unifier le contentieux de la commande publique autour de la compétence des juridictions administratives.  
[Recommandation abandonnée à l'occasion des débats parlementaires autour du projet de loi de simplification de la vie économique]